

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES INTERMÉDIAIRES)

GROUPE MEDIAGERANCE

Société anonyme au capital de 5 484 964 €.
Siège social : 125 rue de Saussure 75017 Paris.
399 364 751 R.C.S. Paris.

A. — Comptes semestriels consolidés.

L'ensemble des états financiers est présenté en milliers d'euros.

1.1. -1.2. — Bilan consolidé.

Actif	Note	Juin 2006	Décembre 2005
Actifs non courants :	2.4.1		
Goodwill		3 164	3 164
Immobilisations incorporelles		46	51
Immobilisations corporelles		848	990
Autres actifs financiers		166	166
Impôts différés		392	629
Participation mise en équivalence			0
Total actifs non courants		4 616	5 000
Actifs courants :	2.4.2		
Stocks		55	79
Autres débiteurs		8 038	6 675
Trésorerie		747	383
Total actifs courants		8 840	7 137
Total des actifs		13 456	12 137

Capitaux propres et passifs	Note	Juin 2006	Décembre 2005
Capitaux propres :	2.4.3		
Capital souscrit		5 485	12 203
Primes d'émission			6 017
Réserves consolidées		-2 600	-15 542
Titres en autocontrôle		-344	-344
Résultat de la période		485	392
Total des capitaux propres		3 026	2 726
Passifs non courants :	2.4.4		
Emprunts à plus d'un an		476	728
Impôts différés		23	26
Provision à long terme		167	190
Total passifs non courants		666	944
Passifs courants :	2.4.5		
Provision à court terme		64	21
Fournisseurs		4 081	2 702

Emprunts à moins d'un an		655	981
Autres créditeurs		4 744	4 527
Subvention d'investissement		220	236
Total passifs courants		9 764	8 467
Total des capitaux propres et passifs		13 456	12 137

1.3. — Compte de résultat.

	Note	Juin 2006	Décembre 2005	Juin 2005
Chiffre d'affaires		12 650	21 891	12 129
Achats consommés et charges externes		-5 668	-9 510	-5 340
Charges de personnel		-5 761	-11 007	-5 580
Impôts et taxes		-219	-413	-195
Amortissements et dépréciations	2.4.7	-256	-429	-211
Autres produits et charges opérationnelles	2.4.6	3	193	24
Résultat opérationnel courant		749	725	827
Cession d'immobilisation			11	-6
Provision sur créances liées à variation de périmètre				
Reprise de provision sur créances liées à variation de périmètre			80	80
Résultat opérationnel		749	816	901
Charges financières nettes	2.4.8	-33	-137	-87
Résultat avant impôt et avant résultat des activités arrêtés		716	679	814
Charges d'impôts	2.4.9	-231	-287	-211
Quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence				
Résultat net après impôt et avant résultat des activités arrêtés		485	392	603
Résultat lié aux activités arrêtés				
Résultat net après impôt		485	392	603
Résultat par action				
Avant dilution	2.4.10	0,13	0,11	0,15
Après dilution		0,13	0,11	0,15

1.4. — Flux de trésorerie.

Le tableau des flux de trésorerie consolidé est préparé en utilisant la méthode indirecte : celle-ci présente l'état de rapprochement du résultat avec la trésorerie nette générée par les opérations de l'exercice. La trésorerie à l'ouverture et à la clôture inclut les disponibilités et autres instruments de placements, sous déduction des découverts bancaires.

Rubriques	30 juin 2006	31 décembre 2005
Résultat net des sociétés intégrées	485	392
Amortissements et provisions	210	350
Variation des impôts différés	231	238
Plus values de cession, nettes d'impôts		472
Autres produits et charges calculées	-18	-18
Capacité d'autofinancement	908	1 434
Variation du besoin en fonds de roulement	254	422
Flux net de trésorerie généré par l'activité	1 162	1 856

Acquisition d'immobilisations	-61	-657
Cession d'immobilisations, nettes d'impôts	13	
Incidence des variations de périmètres		
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-48	-657
Augmentation de capital en numéraire		
Distribution de dividende	-185	
Émissions d'emprunts	13	192
Remboursements d'emprunts	-260	-1 008
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-432	-816
Variations de trésorerie	682	383
Trésorerie d'ouverture	-136	-519
Trésorerie de clôture	546	-136
Contrôle	0	0

1.5. — Capitaux propres.

	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Total capitaux propres
Situation à la clôture de l'exercice 2004	12 203	6 017	-17 761	1 411	1 870
Distribution de dividendes					0
Augmentation de capital					0
Cession d'actions propre nette d'impôt			465		465
Affectation du résultat 2004			1 411	-1 411	0
Résultat de l'exercice 2005				392	392
Situation à la clôture de l'exercice 2005	12 203	6 017	-15 885	392	2 727
Résultat 30 juin 2006				484	484
Distribution de dividendes			-185		-185
Augmentation de capital					0
Réduction de capital	-6 718	-6 017	12 735		0
Autres mouvements de l'exercice 2006					0
Affectation du résultat 2005			392	-392	0
Situation au 30 juin 2006	5 485	0	-2 943	484	3 026

2. — Notes annexes aux états financiers consolidés.

Les états financiers consolidés du Groupe Mediagerance sont établis suivant les normes comptables internationales édictées par l'IASB. Ces normes sont constituées des IFRS, des IAS, ainsi que de leurs interprétations, qui ont été adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2006. Les normes et interprétations adoptées par l'IASB ou l'IFRIC mais non encore adoptées au 30 juin 2006 par l'Union européenne n'ont pas donné lieu à une application anticipée.

La publication des états financiers a été autorisée par le conseil d'administration du 11 octobre 2006.

2.1. Présentation du Groupe. — Le Groupe Médiagérance exerce son activité dans le domaine de la communication hors media. Il propose une offre globale de communication opérationnelle dans les domaines commerciaux, marketing et financiers auprès des grands comptes. Les principales activités du Groupe sont la gestion des supports de communication pour le compte des clients et le traitement de l'image.

La société Groupe Médiagérance est une société anonyme dont le siège social est à Paris, 125, rue de Saussure, 75017 Paris.

2.2. Principes et méthodes comptables. — Toutes les sociétés, sur la base de leurs arrêtés au 30 juin couvrent, une période de 6 mois. Les états financiers sont préparés selon le principe du coût historique

2.2.1. Application des normes IFRS : Le Groupe a adopté les normes IFRS pour la première fois au 1er janvier 2005.

2.2.2. Principe de préparation des comptes annuels : Les comptes consolidés annuels de Groupe Médiagérance et de ses filiales sont préparés conformément aux règles et principes comptables présentés ci-dessous.

2.2.3. Utilisation d'hypothèses et d'estimations : La préparation des états financiers implique que la direction du Groupe ou des filiales procède à des estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actifs et de passifs inscrits au bilan consolidé, les informations

relatives à ces actifs et passifs, les montants de charges et produits du compte de résultat et les engagements relatifs à la période arrêtée. Les résultats réels ultérieurs pourraient être différents.

Ces hypothèses concernent principalement :

- les tests de dépréciation (notamment sur les goodwill) ;
- les provisions pour départ en retraite ;
- les provisions pour stocks options.

2.2.4. Principe de consolidation : Les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle direct ou indirect par la détention de plus de 50% des droits de vote émis sont consolidés par intégration globale.

Le GIE de l'Arbre détenu à hauteur de 33,33% est consolidé par intégration proportionnelle.

Les soldes bilanciaux et transactions réciproques sont éliminés en totalité dans les sociétés intégrées.

La consolidation est réalisée à partir des arrêtés semestriels au 30 juin 2006.

2.2.5. Conversion des états financiers des filiales étrangères : La devise d'établissement des comptes consolidés est l'euro.

Toutes les filiales utilisent l'euro comme monnaie de tenue.

2.2.6. Transactions en devises étrangères : Les transactions en devises étrangères sont enregistrées en utilisant les taux de change applicables à la date des transactions. A la clôture, les montants à payer ou à recevoir libellés en monnaies étrangères sont convertis en euro aux taux de change de clôture. Les différences de conversion relatives aux transactions en devises étrangères sont enregistrées dans le compte de résultat.

2.2.7. Immobilisations incorporelles : Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont enregistrées au bilan au coût historique. Elles sont ensuite évaluées au coût amorti, selon le traitement de référence de la norme IAS 38 – Immobilisations incorporelles.

Les actifs incorporels résultant de l'évaluation des actifs des entités acquises, sont enregistrés au bilan à leur coût historique. Leur valeur fait l'objet d'un suivi régulier afin de s'assurer qu'aucune perte de valeur ne doit être comptabilisée.

Les immobilisations incorporelles sont principalement composées de logiciels et sont amorties linéairement sur 3 ans

De façon générale, la valeur des immobilisations incorporelles amorties est testée (*impairment test*) dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié.

2.2.8. Immobilisations corporelles : Les immobilisations corporelles sont principalement composées d'agencements divers, matériels et mobiliers de bureau, enregistrées à leur coût d'acquisition, diminué des amortissements cumulés et d'éventuelles pertes de valeur supplémentaires, selon le traitement de la norme IAS 16 – Immobilisations corporelles.

Les amortissements sont calculés en mode linéaire selon les durées attendues d'utilisation suivantes :

Mobiliers et agencements divers	8 ans
Matériels de production	5 ans
Matériels informatiques	3 ans
Matériels de transport	4 ans avec prise en compte d'une valeur résiduelle

2.2.9. Dépréciation des actifs à long terme : Pour les actifs incorporels (goodwill) le Groupe procède à des tests de dépréciation sur la base des flux de trésorerie actualisés au moins une fois par an et dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié.

La valeur d'utilité est déterminée par actualisation des flux de trésorerie futurs qui seront générés par les actifs testés. La dernière actualisation a été réalisée en date du 31 décembre 2005 à un taux prenant en compte les taux d'OAT 10 ans (3,33%), un taux de prime de risque de marché actions de Paris (6,38%), le taux de croissance à l'infini (2,50%) et d'un coefficient Beta propre à Groupe Médiagérance. La valorisation est déterminée sur la base d'un business plan à 3 ans. Il n'y a pas été réalisé un nouveau test de dépréciation au 30 juin 2006 car aucun indice de pertes de valeurs n'est survenu au cours de la période.

Les tests de dépréciation sont réalisés au niveau des filiales auxquelles ces actifs peuvent être affectés. Les goodwill sont affectés au moment de leur première comptabilisation. L'affectation aux unités génératrices de trésorerie est cohérente avec la manière dont le management du Groupe suit la performance des opérations et apprécie les synergies liées aux acquisitions.

Lorsque la valeur recouvrable d'un actif ou d'une filiale est inférieure à sa valeur comptable, une perte de valeur est comptabilisée.

2.2.10. Clients et créances d'exploitation : Les dépréciations des créances douteuses sont enregistrées lorsqu'il devient probable que la créance ne sera pas encaissée et qu'il est possible d'estimer raisonnablement le montant de la perte.

Les en-cours de services comprenant les travaux effectués non encore facturés ont été reclassés dans les créances clients en factures à établir.

Les créances sont comptabilisées pour leurs montants actualisés lorsque leur échéance de règlement est supérieure à un an et que les effets de l'actualisation sont significatifs.

2.2.11. Trésorerie et équivalents de trésorerie : Ce poste comprend exclusivement des comptes courants ouverts auprès d'établissements de crédit

2.2.12. Instruments financiers à terme : Le Groupe Médiagérance n'utilise pas d'instruments financiers tels que swaps, options ou contrats à terme, etc.

2.2.13. Impôts différés : Les variations d'impôts différés correspondant aux différences temporelles existant entre les bases taxables et comptables des actifs et passifs consolidés ne sont pas enregistrés au semestre compte tenu du caractère non significatif. Les actifs d'impôts différés sont reconnus quand leur réalisation future apparaît probable à une date qui peut être raisonnablement déterminée.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas compensés et pas actualisés. Ils sont compensés lorsqu'ils se rapportent à une même entité et qu'ils ont des échéances de reversement identiques.

2.2.14. Actions propres : Les actions Groupe Médiagérance détenues par la sous-filiale Franklin Partners sont comptabilisées à leur coût amorti en réduction des capitaux propres.

Les gains découlant de la vente des actions propres intervenus au cours de l'exercice sont déduits des capitaux propres, nets des effets d'impôt.

2.2.15. Plans d'options d'achat et d'option de souscription d'actions : Deux plans d'option d'achat et d'option de souscription d'actions ont été accordés à certains salariés du Groupe le 1er décembre 1999 pour le premier et le 24 juillet 2001 pour le second.

Au cours du premier semestre, il n'y a pas eu de variation significative du nombre d'options disponibles qui a diminué de 726 options sur un montant total de 24 147 options disponibles. Aucune option n'a été levée sur la même période.

2.2.16. Provisions : Le Groupe comptabilise une provision lorsqu'il a une obligation vis-à-vis d'un tiers, lorsque la perte ou le passif est probable et peut être raisonnablement évalué. Au cas où cette perte ou ce passif n'est ni probable, ni ne peut être raisonnablement évalué mais demeure possible, le Groupe fait état d'un passif éventuel dans les engagements.

2.2.17. Engagements de retraites : Sur la base des législations et pratiques nationales, les filiales du Groupe peuvent avoir des engagements dans le domaine des plans de retraites et des indemnités de fin de carrière. Les montants payés au titre de ces engagements sont conditionnés par des éléments tels que l'ancienneté, les niveaux de revenus et les contributions aux régimes de retraites obligatoires.

La méthode de calcul des engagements de retraite retenue au 31 décembre 2005 était la suivante :

- Condition d'ancienneté fixée par les conventions collectives ;
- Evaluation de personnels concernés en fonction de leur âge actuel, de l'application d'un taux de rotation, d'un taux d'accroissement des salaires (0,5%) et de tables de mortalité ;
- Application d'un taux d'actualisation de 3,5%.

En application de la norme IAS 19 – Avantages au personnel, ces indemnités ont été enregistrées en capitaux propres dans le bilan d'ouverture IFRS du Groupe (1er janvier 2004) en contrepartie d'une provision pour charges. Cette provision était calculée sur la base d'une table de turn-over globale. Au 31 décembre 2005, la société a utilisé une table de turn-over propre à l'entreprise. La différence avec la provision calculée initialement est rapportée au résultat sur une durée de 5 ans.

Les dotations propres de la période sont calculées sociétés par sociétés sur la base d'une évaluation de la situation au 31 décembre 2005. Il n'y a pas eu de nouvelle évaluation au 30 juin 2006, en raison de l'absence de variation significative des effectifs.

La société a opté pour l'étalement du coût des services passés sur 20 ans.

2.2.18. Actifs et passifs éventuels : Il n'existe pas ni d'actifs ni de passifs éventuels au 30 juin 2006.

2.2.19. Reconnaissance des revenus : Les revenus du Groupe sont principalement constitués de prestations de services, facturées mensuellement selon la méthode de l'avancement des travaux.

Comme le préconise la norme IAS 18 – Produits des activités ordinaires, les taxes sur le chiffre d'affaires propres à certains pays sont déduites du chiffre d'affaires.

2.2.20. Résultat par action : Le résultat par action est calculé conformément à la norme IAS 33 – Résultat par action.

Le résultat net par action dilué est calculé en ajustant le résultat net part du Groupe et le nombre d'actions en circulation de l'effet dilutif de l'exercice des plans d'options ouverts à la date de clôture.

2.2.21. Information sectorielle : Groupe Médiagérance ne publie pas d'information sectorielle, dans la mesure où la société est organisée autour d'une activité principale « la gestion des supports de communication pour le compte de clients », et intervient essentiellement sur le territoire national. Cette activité recouvre plusieurs domaines, mais au niveau de la gestion et du management, ces domaines sont traités comme un seul secteur d'activité.

2.2.22. Saisonnalité de l'activité : Traditionnellement l'activité enregistrée par Groupe Médiagérance au cours du premier semestre est plus importante que celle du second semestre, compte tenu des mois d'été au cours desquels l'activité s'avère moins soutenue.

Cependant la répartition entre les deux périodes peut évoluer d'un exercice à l'autre. Seule la tendance d'un second semestre plus faible peut être retenue pour indiquer que l'activité annuelle ne peut s'apprécier linéairement par rapport à l'activité du premier semestre.

2.3. Informations relatives au périmètre de consolidation :

2.3.1. Périmètre de consolidation au 30 juin 2006 :

Entreprises	Sièges	N° Siren	Contrôle	Méthode
Groupe Mediagerance	125, rue de Saussure, 75017 Paris	399 364 751	100%	IG
Franklin Partner Belgium	18, rue du Moniteur, 1000 Bruxelles	Etrangère	100%	IG
Mediagerance SAS	125, rue de Saussure, 75017 Paris	350 144 093	100%	IG
Labo4	8, place du Marché, 92200 Neuilly	424 075 042	99,79%	IG
Mediagerance Audiovisuel	125, rue de Saussure, 75017 Paris	424 867 281	99,80%	IG
Franklin Partners	125, rue de Saussure, 75017 Paris	438 623 597	100%	IG
GIE de l'Arbre	8, place du Marché, 92200 Neuilly	485 119 507	33,33%	IP

La société B Com Brun est sortie du périmètre de consolidation suite à sa cession intervenue le 30 juin 2006. Cette cession n'a pas générée de plus value significative.

2.3.2. Variation de périmètre :

— Cession intervenue au cours de la période :

Entreprises	Sièges	N° Siren	Contrôle	Méthode
B Com Brun	125, rue de Saussure, 75017 Paris	423 906 668	45%	ME

— Acquisition intervenue au cours de la période : Néant.

2.4. Notes sur le bilan et le compte de résultat :

2.4.1. Actifs non courants :

— Immobilisations incorporelles :

	30 juin 2006	31 décembre 2005
Immobilisations incorporelles	46	51

— Immobilisations corporelles : Les immobilisations corporelles sont principalement composées d'agencements et de matériel de bureau et informatique ;

— Autres actifs financiers : Les autres actifs financiers sont composés des dépôts de garantie ;

— Variation des immobilisations :

Brut	31 décembre 2005	Acquisition	Cession	30 juin 2006
Incorporelles	252	9		261
Corporelles	2 881	49	-485	2 445
Financières	166	3	-3	166
Total	3 299	61	-488	2 872

Amortissement	31 décembre 2005	Dotation	Diminution	30 juin 2006
Incorporelles	201	15		215
Corporelles	1 891	176	-470	1 597
Financières				
Total	2 092	181	-470	1 812

Net	31 décembre 2005	Variation	30 juin 2006
Incorporelles	51	-5	46
Corporelles	990	-142	848
Financières	166		166
Total	1 207	-147	1 060

— Impôts différés :

Nature	2005	2004
Déficits activés	301	530
Indemnités de fin de carrière	55	63
Différences temporaires	25	25
Autres		
Immobilisations		
Dépôt de garantie	11	11
Retraitement IFRS		
Total	392	629

2.4.2. Actifs courants :

— Autres débiteurs :

	30 juin 2006	31 décembre 2005
Clients	7 081	6 513
Etats et divers	1 146	504
Créances sur cession filiales	269	269
Charges constatées d'avance	298	124
Total brut	8 794	7 410
Dépréciation clients	487	471
Dépréciation autres créances	269	264

Total des dépréciations	756	735
Total net	8 038	6 675

2.4.3. Capital social : Le capital social a été ramené de 12 203 K€ à 5 485 K€ par imputation d'une quote part des pertes antérieures.

2.4.4. Passifs non courants :

— Impôts différés :

Nature	30 juin 2006	31 décembre 2005
Sur crédit bail	23	26
Total	23	26

— Provisions à long terme : Le montant des provisions à long terme est exclusivement composé des engagements de retraite :

	1 er janvier 2006	Variation	30 juin 2006
Engagement	51		51
Ecart actuariel	206	-25	181
Coût des services passés	-67	2	-65
Provision au bilan	190		167

— Emprunts et dettes financières : Les emprunts et dettes financières diverses représentent la part à plus d'un an des crédits en cours soit : 476 K€.

Crédit à taux variable	265
Crédit bancaire à taux fixe	109
Emprunt lié au retraitement du credit-bail	102

Les emprunts n'ont fait l'objet d'aucun défaut de remboursement au cours de l'exercice ni d'aucun autre manquement qui peut amener les créanciers à exiger le remboursement

Les emprunts souscrits ne prévoient pas de covenants

2.4.5. Passifs courants : Provisions à court terme :

	31 décembre 2005	Dotation	Reprise utilisée	Reprise non utilisée	30 juin 2006
Provision pour risque	21	43			64

— Autres passifs courants :

Nature	30 juin 2006	31 décembre 2005
Dettes fiscales et sociales	3 773	3 612
Produits constatés d'avance	329	716
Autres dettes	588	45
Avances et acomptes	54	34
Dettes sur immobilisations		120
Total	4 744	4 527

— Subvention d'investissement : La quote part des travaux du nouveau siège social prise en charge par le propriétaire est comptabilisée en subvention d'investissement et est rapportée au résultat au fur et à mesure de l'amortissement des biens concernés.

Situation au 1er janvier	236
Sommes virées au compte de résultat	-16
Situation au 30 juin 2006	220

2.4.6. Autres produits et charges opérationnels :

	30 juin 2006	31 décembre 2005	30 juin 2005
Produits divers	5	213	

Subventions reçues		8	
Charges diverses	-2	-14	
Indemnités reçues Pisan		100	
Charges Pisan		-114	
Provision autres créances			80
Résultat sur cession d'immobilisation			-6
Total	3	193	74

2.4.7. Amortissement et dépréciation :

	30 juin 2006	31 décembre 2005	30 juin 2005
Amortissement	-191	-353	-188
Dépréciation d'actif	-22	-101	
Provision pour risques	-43	-21	-31
Reprise de provision		46	8
Dépréciation écart d'acquisition			
	-256	-429	-211

2.4.8. Charges financières nettes :

	30 juin 2006	31 décembre 2005	30 juin 2005
Produits de trésorerie			5
Intérêts bancaires	-35	-104	-60
Actualisation dépôt de garantie	2	-33	-32
	-33	-137	-87

La sensibilité des charges financières liées à une variation des taux d'intérêts n'est pas significative.

2.4.9. Charges d'impôts :

	30 juin 2006	31 décembre 2005	30 juin 2005
Charges d'impôts		-220	
Produits d'impôts			
IFA		-49	
Variation impôts différés	-231	-73	-211
Neutralisation Impôts sur cession titre groupe		55	
	-231	-287	-211

2.4.10. Résultat par action : Le résultat part du Groupe par action et le résultat dilué par action au 30 juin 2006 s'élève à 0,13 €.

Le numérateur correspond au résultat net part du Groupe, s'élevant à 485 K€ et le dénominateur au nombre d'actions au 30 juin 2006 après neutralisation des 192 808 actions d'autocontrôle détenues par la petite fille Franklin Partners (3 700 447 actions).

2.5. Autres informations :

2.5.1. Nombre d'action composant le capital social :

	Action
Au 1er janvier	3 893 255
Au 31 décembre	3 893 255

Toutes les actions sont intégralement libérées.

Au 30 juin 2006, par l'intermédiaire de la société Franklin Partners, Groupe Médiagérance détient 192 808 de ses propres action.

2.5.2. Informations relatives aux parties liées : Les transactions qui ont lieu entre les parties liées sont de nature commerciale. Elles sont réalisées dans les conditions normales d'exploitation. Les avances en compte courant sont rémunérées.

Les transactions entre les sociétés intégrées ont été neutralisées dans les comptes consolidés.

Il n'y a pas de transactions avec les dirigeants.

2.5.3. Evénements postérieurs au 30 juin 2006 : La filiale Labo4, spécialisée dans les prestations de création et traitement de l'image a cédé, le 1er septembre 2006, ses activités de production de laboratoire photo professionnel à la société nouvellement créée Uniproduct.

Cette cession s'est accompagnée du transfert de 24 salariés de Labo4 au sein de la nouvelle structure dans le cadre de l'article L.122-12 du code du travail. L'activité d'Uniprod se déroulera dans les mêmes locaux afin de conserver une proximité avec l'unité de production. Ainsi, la filiale Labo4 continuera de commercialiser auprès de ses clients des prestations photo qui seront sous-traitées à la société Uniprod, dont elle est actionnaire à hauteur de 35%. Uniprod n'a pas vocation à avoir une activité commerciale directe. Les autres prestations de création et de retouche d'image seront commercialisées sous la marque commerciale « Place du Marché » afin d'asseoir un positionnement d'agence de création lié au traitement de l'image. L'effectif de Labo4 passe ainsi de 60 à 36 personnes.

B. — Rapport sur les comptes arrêtés au 30 juin 2006.

Les données consolidées du Groupe Mediagérance.

Le Groupe Mediagérance a enregistré au premier semestre 2006 un chiffre d'affaires de 12,65 M€ contre 12,13 M€ en 2005, soit une progression de 4,3 % sur la période.

Le résultat opérationnel courant se situe à 749 K€ en 2006 contre 827 K€ en 2005.

Le résultat opérationnel se situe à 749 K€ contre 901 K€ au premier semestre 2005.

Le résultat net est de 485 K€ contre 603 K€ pour le premier semestre 2005.

(En milliers d'euros et aux normes IFRS)	30/06/2006	31/12/2005	30/06/2005
Chiffre d'affaires	12 650	21 891	12 129
Résultat opérationnel courant	749	725	827
Résultat opérationnel	749	816	901
Résultat net	485	392	603
Dettes nettes	384	1 326	2 025
Capitaux propres	3 026	2 726	2 472
Ratio dette nette / capitaux propres	0,13	0,49	0,82

Les faits marquants du 1er semestre 2006.

Résultat opérationnel courant. — Le montant d'un résultat opérationnel courant de 749 K€ en 2006 résulte des deux éléments suivants :

— Les développements informatiques de la nouvelle plateforme de Media Management ne présentent pas les caractéristiques requises pour être activés. Ces coûts ont donc été intégralement passés en charges sur le premier semestre 2006. Ce type de dépenses n'existait pas au cours de l'exercice 2005.

Pour rappel, cette plateforme fait l'objet d'une certification Anvar au titre de l'innovation de services.

— Pour la première fois, le résultat semestriel 2006 intègre une estimation de la participation (28 K€).

Eléments financiers. — Le ratio endettement net / capitaux propres marque une très forte amélioration et se situe à 0,13 au 30 juin 2006.

Par ailleurs, la société continue de bénéficier d'un crédit d'impôt.

Les perspectives 2006.

Chiffre d'affaires des 9 premiers mois. — Le chiffre d'affaires du Groupe Mediagérance sur les 9 premiers mois d'activité est de 17,0 M€ contre 16,5 M€ au 30 septembre 2005, soit une progression de + 3%.

Evènements récents. — A compter du 1er septembre 2006, le Groupe Mediagérance a signé l'externalisation de l'activité de production photographique numérique de sa filiale Labo au sein d'une nouvelle société, Uniprod.

Labo 4 détient 35 % de cette société qui a pour objet de mutualiser l'outil de production de Labo 4 avec d'autres intervenants du marché.

Perspectives 2006. — Compte tenu des perspectives du deuxième semestre, la société confirme sa prévision d'une augmentation significative de son résultat net au titre de l'exercice 2006.

Les données individuelles relatives à la SA Groupe Mediagérance.

Les comptes sociaux de la Holding Groupe Mediagérance présentent en 2006 un CA semestriel de 1.224 K€ contre 1.042 K€ en 2005 et un Résultat d'exploitation de - 58 K€ contre -183 K€ en 2005.

C. — Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2006.

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application de l'article L.232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

— l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Groupe Mediagérance, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2006, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;

— la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes professionnelles applicables en France. Un examen limité de comptes intermédiaires consiste à obtenir les informations estimées nécessaires, principalement auprès des personnes responsables des aspects comptables et financiers, et à mettre en oeuvre des procédures analytiques ainsi que toute autre procédure appropriée. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à

un audit effectué selon les normes professionnelles applicables en France. Il ne permet donc pas d'obtenir l'assurance d'avoir identifié tous les points significatifs qui auraient pu l'être dans le cadre d'un audit et, de ce fait, nous n'exprimons pas une opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité, dans tous leurs aspects significatifs, des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Sèvres, le 12 octobre 2006.

Les commissaires aux comptes :

Constantin Associés :

Dominique Laurent ;

AD Conseils :

Stéphane Fertelle.

0615913